



Caisse d'allocations familiales de Loire-Atlantique, **Nantes**

C'est le nouvel épisode du feuilleton de l'été : Michel Barnier a annoncé son gouvernement. Mais les bonnes séries durent au moins quelques saisons avant de s'essouffler : celle-ci n'a pas trois mois qu'elle sent un peu le réchauffé. Connaître enfin la composition du gouvernement Barnier n'était vraiment pas la plus grande préoccupation des millions de travailleurs et travailleuses qui ne peuvent pas boucler les fins de mois, se faire soigner, envoyer leurs enfants dans des écoles de qualité, ou qui sont menacés de licenciement. En tout cas, il sent l'argent et la naphtaline.

RACISME, SEXISME, HOMOPHOBIE... ET GRANDE BOURGEOISIE

Les ministres et autres secrétaires d'État sont pour beaucoup d'anciennes figures de la Manif pour tous, dans laquelle la droite et l'extrême droite s'élevaient contre les droits des couples homosexuels et qui se sont opposés plus récemment à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution.

Entre ça et la proportion de très haut cadres passés par diverses entreprises du CAC 40, ce gouvernement de vieux réacs, c'est d'abord celui des grands bourgeois, à l'image de la ministre de l'Éducation nationale, la macroniste Anne Genetet, députée des Français de l'étranger, dont un sujet de prédilection est celui... des relations entre les « expatriés » et leur personnel de maison !

UN GOUVERNEMENT MACRON-BARNIER-LE PEN

Nous savons à quoi nous en tenir de la part de ce gouvernement qui aura besoin à l'Assemblée des voix des groupes macronistes et du Rassemblement national : Barnier ou Retailleau, nouveau ministre de l'Intérieur, sont alignés sur le programme du RN concernant les politiques anti-immigrés, et tous ces ministres assumeront sans le moindre remord l'austérité budgétaire et le maintien du gel des salaires. Bruno Retailleau est d'ailleurs si bien aligné qu'il vantait il y a peu les « belles heures de la colonisation ». Un profil tout trouvé pour prendre le relais de Darmanin dans l'infâme répression contre les révoltes qui ont lieu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie et aujourd'hui en Martinique.

L'INTENSE MOBILISATION DES CLASSES POPULAIRES EN MARTINIQUE

Car depuis le début du mois, des milliers de personnes participent à des manifestations et actions de blocage en Martinique, pour protester contre la vie chère : les produits de consommation courante, presque tous importés de métropole, coûtent au moins 40 % plus cher qu'ici. Tout cela pour gaver quelques capitalistes, notamment des descendants de propriétaires d'esclaves, les békés, qui ont toujours la main sur les plantations, les entreprises d'importation et la grande distribution.

La réponse de l'État français est toujours la même : calomnie et répression, avec l'envoi de renforts policiers – comme la CRS 8 qui avait déjà sévi à Mayotte et dans les quartiers populaires de l'Hexagone après le meurtre du jeune Nahel par la police –, la mise en place d'un couvre-feu et l'interdiction des manifestations.

Mais avant les grèves et les manifestations, la situation n'avait pas l'air de préoccuper les autorités !

Les travailleurs martiniquais se révoltent parce qu'ils n'y arrivent plus, pendant que quelques gros se gavent sur leur dos. Lors de la grève générale de 2009, en Martinique et surtout en Guadeloupe, ils avaient imposé pendant des mois leur propre contrôle sur les prix dans les supermarchés et à la pompe. Et c'est bien ce qui inquiète les capitalistes et leurs serviteurs qui savent que seules nos grèves et nos mobilisations permettront de leur disputer le contrôle sur les prix, la production, et sur toute la société.

D'ores et déjà, la journée de grève interprofessionnelle appelée par les syndicats le 1er octobre, pour les retraites, les salaires et les services publics doit nous donner l'occasion de marquer le coup face à ce gouvernement.

Au-delà de cette journée, il nous faudrait sans doute emboîter le pas des travailleurs martiniquais !

Lundi 23 septembre 2024

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DU NPA-R !



Des affiches qui filent le Caf...ard

Depuis quelques semaines sont apparues dans les couloirs de la Caf des affiches prônant la bienveillance à coup de jeux de mots douteux et d'incitation à la bonne humeur. C'est vrai que l'ambiance est morose entre nos murs, mais il serait bon de rappeler que la dépression n'est pas un choix et que revendiquer de meilleures conditions de travail n'est pas faire un caprice comme peut laisser à penser cette campagne d'affichage. A l'heure où le rapport du cabinet d'expertise tire un bilan alarmiste sur les risques psychosociaux que nous subissons, il est peut-être temps de revoir les méthodes de management et leur logique du chiffre qui sévissent à la Caf de Nantes. Mais plutôt que d'écouter et soutenir ceux qui disent tout haut ce que tout le monde pense tout bas, la direction préfère les pointer du doigt.

Pour une intrusion, veuillez-vous présenter à l'accueil

Même s'ils sont devenus monnaie courante, les exercices de sécurité où il faut se calfeutrer sous un bureau dans l'attente d'un attaquant imaginaire sont toujours aussi surprenants. Mais le plus étonnant dans tout ça, c'est que nos collègues de l'accueil, a priori premiers concernés par une intrusion malveillante, ne sont pas associés à ces exercices. Pour la Caf, le « sacrifice » des agents d'accueil, c'est toute l'année, y compris lorsque d'éventuels assaillants débarqueraient.

Dette des hôpitaux, les banques heureuses

Le déficit des établissements publics qui était de 558 millions d'euros en 2019 a atteint 1,7 milliard d'euros en 2023, soit une hausse de plus de 300 % en quatre ans ! De plus en plus d'hôpitaux sont au bord de la rupture, contraints de toujours plus emprunter aux banques pour compenser la baisse des financements publics. En 2021, les hôpitaux publics étaient endettés à hauteur de 30 milliards d'euros. De quoi réjouir les banques qui encaissent ainsi des intérêts faramineux... pris sur le budget des hôpitaux !

Quartiers nord, colère noire

À Marseille, 200 employés de l'hôpital

psychiatrique Édouard-Toulouse se sont rassemblés devant l'hôpital il y a deux semaines pour dénoncer les fermetures de lits et la surcharge de travail. En 2007, l'hôpital comptait 100 lits. Aujourd'hui, il n'en reste que 44 et la direction prévoit d'en fermer encore 22. Vingt-deux lits pour 125 000 habitants ! Mais les salariés sont mobilisés et de nouveaux rassemblements sont prévus.

L'État te casse, tu paies

Le gouvernement chercherait à faire des économies sur les arrêts maladies des fonctionnaires. Un rapport officiel préconise de faire passer le nombre de jours de carence en cas de maladie des fonctionnaires de un à deux voire trois jours, et de ne plus rémunérer les arrêts maladie de courte durée à 100 %. Jamais le gouvernement ne va chercher dans les poches des grandes fortunes, il préfère des acrobaties pour nous rendre coupables de ses problèmes. À nous de le remettre à sa place par des luttes, pour vivre et pas survivre...

Martinique : l'arrivée des CRS ravive de mauvais souvenirs

Alors que la colère de la population contre la vie chère ne faiblit pas, qu'un couvre-feu a été instauré et les manifestations interdites, le ministère de l'Intérieur a annoncé le déploiement sur l'île de la huitième Compagnie républicaine de sécurité (CRS). Cette unité, spécialisée dans la lutte contre les violences urbaines, avait déjà été déployée en avril 2023 à Mayotte dans le cadre de l'opération lancée contre les migrants venus des Comores. Mais aujourd'hui cette décision rappelle à la population martiniquaise son lourd passif à l'encontre des CRS. La dernière fois qu'ils étaient intervenus, lors de mouvements populaires en décembre 1959, leurs actions s'étaient traduites par la mort de trois jeunes manifestants. La brutalité policière avait été dénoncée par une bonne partie de la classe politique locale qui avait demandé, et obtenu, leur retrait immédiat de l'île. Une mesure respectée jusqu'à aujourd'hui. Leur retour signe l'escalade de la répression coloniale choisie par le gouvernement.